

Rapport de vérification

N° D5227112-2101 R002



Contrôle complémentaire de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration

Référence client

Offre 2020 B980 5029 signée le 10/01/2020

Rubrique

1414.3

Entreprise

EG RETAIL France SAS
12 av des Beguines
95800 CERGY

Distribution de GPL

Adresse de facturation

EG RETAIL France SAS
12 av des Beguines
95800 CERGY

Lieu de vérification

31743 BP Aire des Champs d'Amour
A20 AIRE DES CHAMPS D'AMOUR
36150 MEUNET SUR VATAN

Périodicité

QUINQUENNALE

Date de vérification

13/05/2020 contrôle initial
07/01/2021 contrôle complémentaire

Intervenant(s)
DEKRA

M. GUILLOT

Signataire
DEKRA

M. GUILLOT

Visa

Non conformité(s)

Présence non-conformité(s)

Rapport édité le

20/05/2020 rapport initial
08/01/2021 rapport complémentaire

Reproduction partielle interdite sans accord de DEKRA

Liste des sites et portée de l'accréditation disponible sur www.cofrac.fr



n° 3-0733



DEKRA Industrial SAS
Siège social : PA Limoges Sud-Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N° TVA FR 44 433 250 834
SIREN 433 250 834 RCS Limoges - NAF 7120 B

DEKRA INDUSTRIAL SAS
Pole QSSE Ouest
2 avenue François Arago
CS 10038
28008 CHARTRES cedex
Tél : 02 37 28 63 07 - Fax : 02 37 35 06 09
Siret : 43325083401513

Préambule

Nous avons le plaisir de vous adresser le rapport rédigé au terme de la mission de contrôle que vous nous avez confiée, prise en application des articles R 512.55 à R 512.60 du Code de l'Environnement

Elaboré selon un processus défini dans le système de management Qualité DEKRA, notre rapport est conforme aux exigences réglementaires et normatives applicables à chaque type de prestation fournie.

Nos observations décrivent l'écart constaté par rapport au référentiel réglementaire pris en application de l'article L.512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R.512-55 à R.512-66 du code de l'environnement.

Des recommandations sur les suites à donner peuvent y être associées, cependant, le choix de la solution définitive vous appartient. D'autre part, l'absence d'observation signifie que, lors de notre passage, l'installation ou l'équipement ne présentait pas d'anomalie en rapport avec l'objet de la mission. Bien entendu, si une vérification n'a pas pu être effectuée, cette information est mentionnée et justifiée.

D'une façon générale, les observations et résultats figurant dans ce rapport sont exprimés en fonction des informations recueillies, des conditions de vérification et des constats réalisés à la date de notre intervention.

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur le contenu du rapport, nous vous prions de vous adresser au responsable de l'agence dont les coordonnées figurent au bas de la première page en rappelant le numéro de ce rapport. Sauf réception de votre avis contraire par courrier dans un délai de deux mois à compter de la date du rapport indiquée en page de garde, le contenu de ce rapport sera considéré comme définitivement approuvé.

Propriété, conservation :

Dans le cadre d'intervention réglementaire, les 2 derniers rapports de contrôle doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées par l'exploitant.

Confidentialité :

Sauf demande particulière des ministères en charge de nos agréments ou réclamation par voie judiciaire, DEKRA ne transmettra le rapport à un tiers, ou ne fournira un quelconque renseignement relatif à son établissement, qu'avec l'accord préalable du client.



INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION

Introduction

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

Rappel de la réglementation

□ Arrêté du 30 Aout 2010 (modifié en dernier lieu par l'arrêté du 1^{er} Aout 2019) relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)

□ les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1414-3 (installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.

□ Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées à partir du 31 mars 2011

□ Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées avant le 31 mars 2011 selon les délais suivants :

Au 31 mars 2011	Au 30 septembre 2011
1- dispositions générales (sauf 1.8)	2.7.2.1 – Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre service sans surveillance, relatives aux dispositifs de coupure générale, installations électriques
2.1 – Règles d'implantation : uniquement le troisième alinéa du C (écran)	2.13 – Installations connexes (deuxième détecteur et asservissement des électrovannes)
2.7 – Installations électriques (sauf 2.7.2.1)	4.2 – Moyens de secours contre l'incendie (alinéas 17,19 et 22 relatifs aux dispositifs automatiques de lutte contre l'incendie et de fermeture des électrovannes)
2.8 – Mise à la terre des équipements	4.9.7 – Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre service sans surveillance sur site.
2.9 – Rétention des installations	
2.12 – Aménagement et construction des appareils de distribution (sauf deuxième alinéa du 2.12.1 et premier alinéa du 2.12.3)	
2.13 – Installations connexes (sauf deuxième détecteur et asservissement des électrovannes)	
3 – Exploitation - entretien	
4 – Risques (sauf alinéas 17,19 et 22 du 4.2 et du 4.9.7)	
5 -Eau	
7 - Déchets	
8 – Bruit et vibrations	
9 – Remise en état	

□ Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

• Sont dispensées du contrôle périodique les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) no 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.

• Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).

• Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme de contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.



INSTALLATION CONTROLEE

Généralités

EXPLOITANT					
Nom de l'exploitant	EG RETAIL France SAS		Site	31743 BP Aire des Champs d'Amour	
Adresse	A20 AIRE DES CHAMPS D'AMOUR 36150 MEUNET SUR VATAN				
Date de la demande (copie de la demande en annexe)	15/05/2020				
Date de déclaration de l'installation	11/12/1977	Date de mise en service de l'installation	11/12/1997		
Date du dernier contrôle	09/09/2015	Organisme et Contrôleur	DEKRA - M. GUILLEMAIN		
Présentation des Arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du Code de l'Environnement ou de l'article R. 512-52	arrêté d'autorisation 97-E-3294 en date du 11/12/1997				
	(moins de 10 salariés)	(entre 10 et 250 salariés)	(plus de 250 salariés)	Appartenance à un groupe	OUI
Nombre de salariés de la structure contrôlée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nom du groupe :	
				BP	
Site certifié ISO 14001	NON				

CONTROLE PERIODIQUE					
Rapport de contrôle n°	D5227112-2101 R002		Date du contrôle :	07/01/2021	
Contrôleur	M. GUILLOT		Type de contrôle	Complémentaire	
Date d'émission du rapport	08/01/2021				
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C <input checked="" type="checkbox"/>			conception ou/et fabrication ou/et maintenance de la présente installation :	
				NON	
Bilan du contrôle	Nombre de non conformités majeures :	2	Nombre des autres non conformités :	0	
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues :		0	Sans objet	

Note importante :

Article R. 512-58 du code de l'environnement :

- Pour chaque catégorie d'installation, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 du code de l'environnement fixent les modalités du contrôle périodique.
- Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par ces arrêtés complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.
- Pour l'ensemble des prescriptions concernées par le contrôle périodique, les points de contrôle sont imposés et la vérification porte exclusivement sur ces points de contrôle.
- En conséquence, la conformité constatée du ou des points de contrôle liés à une prescription ne peut en aucun cas présumer de la conformité de la prescription dans son ensemble.

Remarque : Dans le rapport de contrôle, le terme "observations" est associé à une non-conformité (écart réglementaire) toutefois une note pourra être insérée pour rendre le rapport explicite à l'exploitant.



CONTROLE DE L'INSTALLATION

Dispositions contrôlées

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
	Rubrique 1414.3	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
1.4	1. Dispositions générales 1.4. Dossier installation classée L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : – le dossier de déclaration ; – les plans tenus à jour ; – "La preuve de dépôt de la déclaration" et les prescriptions générales ; – les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; – les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; – les documents prévus aux différents articles du présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.						
1.4	- présentation de "la preuve de dépôt de la déclaration" et des prescriptions générales,	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	volume GPL distribué en 2019 : 60 m3	
1.4	- présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
1.4	- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	pas de document présenté	
2.1	2. Implantation, aménagement 2.1. Règles d'implantation a) L'installation est implantée de telle façon que les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont observées: – vingt mètres d'un établissement recevant du public de la première à la 4e catégorie; – sept mètres d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, par exemple). Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est réduite à six mètres. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, les distances susmentionnées sont respectivement portées à: – vingt-huit mètres au lieu de vingt mètres; – dix mètres au lieu de six et sept mètres.»; b) Une distance minimale de neuf mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété est observée. Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est réduite à six mètres. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, ces distances sont portées à treize mètres. Ces distances minimales sont réduites à cinq mètres si la limite de propriété est une voie de communication publique. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à sept mètres. Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont également observées: – cinq mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation. Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est portée à six mètres; cette disposition est applicable aux installations déclarées après le 1er janvier 2020. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à sept mètres: – cinq mètres des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à sept mètres. Cette distance n'est toutefois pas exigée si les deux conditions suivantes sont réunies: * les parties hydrauliques des appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides sont séparées par une cloison métallique assurant une bonne étanchéité. Si la paroi des appareils est étanche, elle peut jouer le rôle de cloison métallique; * la distribution simultanée d'hydrocarbures liquides et de gaz inflammable liquéfié du même côté de l'îlot tel que défini au point 2.12 est impossible;						

		CONSTATS					
Rubrique 1414.3		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
2.1	<p>– dix mètres des aires de stockage de récipients à pression transportables de gaz inflammable liquéfié. Pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2020, si la quantité stockée est inférieure à 6T, cette distance est réduite à 6 mètres;</p> <p>– neuf mètres des orifices de remplissage, des événements et des parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides, ou cinq mètres des orifices de remplissage et des événements d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides. Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est réduite à cinq mètres. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à treize mètres;</p> <p>– neuf mètres des orifices de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié, ou cinq mètres des orifices de remplissage et des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes d'un réservoir enterré ou sous talus de gaz inflammable liquéfié. Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est réduite à cinq mètres. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à treize mètres. Ces distances peuvent être réduites à deux mètres cinquante lorsqu'un mur REI 120 est placé entre l'appareil de distribution et le réservoir, à deux mètres maximum de la paroi de ce dernier. Ce mur doit être d'au moins deux mètres cinquante de haut et quatre mètres de long, et dépasser d'au moins cinquante centimètres à la fois la hauteur du réservoir et, de part et d'autre, la longueur de la paroi du réservoir orientée vers l'appareil de distribution;</p> <p>c) Dans le cas particulier d'un appareil de distribution privatif autre que celui distribuant du GNL, la distance par rapport aux parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié peut être de 4 mètres et de 6 mètres par rapport aux orifices de remplissage et aux orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes de ce réservoir, si l'appareil satisfait en plus les conditions suivantes ;</p> <p>– ses parois sont séparées par une distance minimale de 15 mètres des limites de propriétés et voies de communication publiques ;</p> <p>– il est séparé du réservoir par un écran réalisé en matériaux de classe A1 ou A2 s1 d0 et disposant des propriétés REI 120 ;</p> <p><i>Non applicable aux installations déclarées avant le 31 mars 2011</i></p> <p>– il est situé sur un îlot spécifiquement dédié au gaz inflammable liquéfié ;</p> <p>– il est associé à une seule aire de distribution ;</p> <p>– le réservoir de stockage qui lui est associé est d'une capacité telle qu'il n'est pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les distances d'éloignement prévues aux points 2.1.A et 2.1.B sont respectées entre les éléments internes aux limites du site pendant toute la durée d'exploitation de l'installation.</p>						
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les établissements recevant du public internes aux limites du site (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et une voie de communication publique (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les issues ou ouvertures de locaux administratifs ou techniques de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides, sinon vérifier la présence d'une cloison métallique séparant les appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides et vérifier que la distribution simultanée d'hydrocarbures liquides et de gaz inflammable liquéfié du même côté de l'îlot tel que défini au point 2.12 de la présente annexe n'est pas possible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les aires de stockage de récipients à pression transportables de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les orifices de remplissage, les événements et les parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les orifices de remplissage et les événements d'un réservoir enterré d'hydrocarbures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les orifices de remplissage, les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et les parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 1414.3		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
2.1	- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les orifices de remplissage et les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes d'un réservoir enterré ou sous talus de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.3	2.3. Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers ou habités au-dessus et au-dessous de l'installation L'installation n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.						
2.3	- l'installation n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	non applicable aux installations déclarée avant le 01 octobre 1998	
2.7.1	2.7.1. Conception et suivi des installations électriques L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.						
2.7.1	- présence de rapport justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2.7.2	2.7.2. Dispositif de coupure générale L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes de surveillance et de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité de l'installation. Plus spécifiquement, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage mentionnée au point 2.13. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.						
2.7.2	- présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
2.7.2	- présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	essai de bon fonctionnement du dispositif de coupure général non réalisé annuellement (dernier essai vérifié par M. VINCENT le 2/11/2017)	1
2.7.2.1	2.7.2.1. Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance : Le dispositif de coupure générale peut être actionné à partir d'au moins deux commandes positionnées : — pour la première, à proximité de l'appareil de distribution ; — pour la deuxième, à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie permettant l'arrêt des pompes et la fermeture des électrovannes ; ou à proximité du réservoir alimentant l'appareil de distribution. La manœuvre du dispositif de coupure générale déclenche une alarme retransmise à la personne désignée par l'exploitant définie au 3.1. La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par le responsable.						
2.7.2.1	- présence de deux commandes d'actionnement du dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance	
2.12.1	2.12. Aménagement et construction des appareils de distribution 2.12.1. Aménagement de l'accès aux appareils de distribution Les pistes, les chenaux et les aires de stationnement des véhicules ou des bateaux en attente de remplissage sont disposés de façon que les véhicules ou les bateaux puissent évoluer en marche avant. Les pistes et les chenaux d'accès ne sont pas en impasse. Toutefois pour les appareils de distribution privatifs alimentant les chariots élévateurs de l'établissement, lorsque l'espace disponible pour la circulation des chariots ne leur permet pas d'évoluer exclusivement en marche avant, les pistes d'accès en impasse sont admises, sous réserve que : — l'appareil de distribution ne soit pas placé dans l'axe de marche du chariot ; — un dispositif mécanique au sol (rail, haricot en béton, plots, par exemple), infranchissable transversalement par le chariot, guide l'accès à l'appareil de distribution en marche arrière exclusivement, de sorte que le chariot évolue parallèlement à celui-ci lorsqu'il atteint l'aire de distribution ; — des butées d'arrêt soient implantées ; — le remplissage ne soit effectué que chariot vide de chargement ; — une protection mécanique adéquate contre les heurts des objets manutentionnés dans l'environnement immédiat de l'appareil de distribution soit assurée.						

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 1414.3		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
2.12.1	- Vérification de l'aménagement et de la construction des appareils de distribution (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
3.2	3. Exploitation, entretien 3.2. Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés est assurée par un agent d'exploitation nommé désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Dans le cas d'une exploitation en libre-service, un agent d'exploitation ou une société spécialisée est en mesure d'intervenir rapidement en cas d'alarme. La distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés en libre-service est interdite. Une formation du personnel lui permet : - d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ; - de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ; - de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et de mettre en oeuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.						
3.2	- l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés est assurée par un agent d'exploitation (sauf cas d'exploitation en libre-service)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	exploitation en libre -service	
3.2	- la distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés en libre-service est interdite.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	absence de distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés	
3.2	- en cas d'exploitation en libre service, possibilité d'intervention d'un agent d'exploitation ou de la société spécialisée en cas d'alarme ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.2	- en cas d'exploitation en libre service, présence d'un dispositif permettant d'alerter l'agent d'exploitation ou la société de télésurveillance.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.2	4. Risques 4.2. Moyens de secours contre l'incendie a) L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment ; - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ; - de deux extincteurs à poudre polyvalente homologués 21 A233 B et C ou équivalent situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à vingt mètres ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ou équivalent ; - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ou équivalent ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.						
4.2	b) A l'exclusion des installations situées sur le même site qu'une installation relevant de la rubrique 1435 régulièrement mise en service avant le 17 avril 2010 ou déclaré au titre de la rubrique 4718.2, les installations nouvelles de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés et associées à au moins un réservoir aérien de gaz inflammables liquéfiés sont dotées ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures, situé à moins de 200 mètres de l'installation ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 100 mètres de l'installation. Ces appareils peuvent être confondus, dès lors que celui ou ceux situés à moins de 100 mètres respectent le débit minimal exigé durant deux heures. Les installations associées uniquement à un ou plusieurs réservoirs enterrés sont dotées : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé situés à moins de 200 mètres de l'installation. A défaut, une réserve d'eau, propre au site, et destinée à l'extinction, est accessible en toutes circonstances. Elle aura recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux installations privatives de distribution.						

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS								
Rubrique 1414.3			C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)							
4.2	<p>c) Les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance sont équipées de dispositifs automatiques fixes de lutte contre l'incendie et de fermeture des électrovannes situées sur les tuyauteries d'alimentation en phase liquide des gaz inflammables liquéfiés permettant d'isoler totalement le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage. Le déclenchement du dispositif de lutte fixe contre l'incendie entraîne obligatoirement la fermeture des électrovannes.</p> <p>Une vanne située au plus près du réservoir doit pouvoir être fermée par un dispositif déclenché manuellement. Ce dispositif est d'accès facile pour la personne en charge de la surveillance, les services de secours et le fournisseur de gaz.</p> <p>Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique fixe de lutte contre l'incendie et de fermeture automatique des électrovannes. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution, en un endroit accessible à la personne désignée par l'exploitant définie au point 3.) ainsi qu'à toute autre personne.</p> <p>Cette commande engendre la fermeture de l'électrovanne située en amont du flexible de remplissage et de l'électrovanne située en aval du stockage. Le système de fermeture manuelle de chacune de ces deux vannes est clairement identifié par un écriteau.</p> <p>d) Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas d'incendie.</p> <p>Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, la mise en service du dispositif automatique de lutte fixe contre l'incendie et de fermeture des électrovannes est retransmise afin d'aviser la personne désignée par l'exploitant définie au point 3.). La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque et de retour aux conditions normales d'exploitation par le responsable.</p>							
4.2	- présence et accessibilité des dispositifs énumérés aux points A à C ci-dessus (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		Absence d'alarme optique ou sonore sur l'ilot de distribution de GPL	2
4.2	- présence des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			
4.3	<p>4.3. Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p>							
4.3	- présentation du document de recensement ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
4.3	- affichage de la signalétique risque.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
4.7	<p>4.7. Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - l'obligation du "permis d'intervention" ou du "permis de feu" pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant du gaz inflammable sous forme liquide ou gazeuse ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les mesures de sécurité à respecter (en particulier l'interdiction de stocker des matières inflammables autres que celles qui sont prévues dans les parties de l'installation visées au point 4.3.). <p>Les prescriptions à observer par le client de l'installation sont affichées soit en caractère lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'appareil de distribution. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires ; - l'obligation d'arrêter le moteur et de couper le contact du véhicule ; - l'interdiction de remplir des réservoirs mobiles autres que le réservoir alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation pourvus d'organes de sécurité (jauge et soupape) ; - l'interdiction de procéder lui-même au remplissage du véhicule. <p>S'agissant des installations en libre-service, à l'exception du dernier tiret, ces consignes de sécurité sont affichées à l'attention du client et transmises, le cas échéant, à la personne désignée par l'exploitant définie au point 3.).</p> <p>La personne désignée par l'exploitant définie au point 3.) est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.</p>							
4.7	- affichage des consignes de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

CONSTATS							
Rubrique 1414.3		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
4.8	4.8. Consignes d'exploitation Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : – les modes opératoires ; – la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; – les instructions de maintenance et de nettoyage. Les consignes d'exploitation prévoient notamment l'obligation pour l'agent d'exploitation, avant de fermer la station, de couper l'alimentation électrique générale de la station ou de l'ensemble des installations destinées à la distribution du gaz inflammable liquéfié (mise en sécurité) et de fermer les robinets d'isolement du ou des réservoirs de stockage par rapport à l'installation de distribution. Dans le cas d'une exploitation en libre-service, le mode opératoire est affiché à l'attention des personnes qui effectuent le remplissage. Il reprend, notamment, les indications suivantes reportées dans l'ordre chronologique propre à la station : – branchement du raccord d'extrémité du flexible (pistolet) ; – actionnement du dispositif « homme mort » ; – débranchement du pistolet.						
4.8	- présentation des consignes d'exploitation.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.9.3	4.9.3. Flexible d'alimentation Le flexible comporte : – un raccord cassant à l'une de ses extrémités résistant aux sollicitations thermiques auxquelles il peut être soumis ; – un raccord déboîtable destiné à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible. Cette disposition est applicable dans le cas de la distribution de GNL à partir du 1er janvier 2021 ; – en amont et en aval des points faibles précités, un dispositif automatique qui, en cas de rupture, arrête le débit en amont et empêche la vidange à l'air libre du produit contenu en aval. Le raccord déboîtable peut être remplacé par un ou des dispositifs assurant le même niveau de sécurité. Le pistolet est muni d'un dispositif automatique qui, lors du remplissage, interdit le débit si le pistolet n'est pas raccordé à l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule. Dans les cas autres que la distribution de GNL, la longueur du flexible est inférieure ou égale à cinq mètres, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 1,1 litre, sauf dans le cas de la distribution nautique, où sa longueur maximum est de huit mètres et son volume intérieur inférieur ou égal à 1,76 litre. Dans le cas du GNL, la longueur du flexible est inférieure ou égale à trois mètres cinquante, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 1,7 litre, sauf dans le cas de la distribution nautique où sa longueur maximum est de huit mètres et son volume intérieur inférieur ou égal à 3,9 litres. Dans tous les cas, les flexibles sont conçus et contrôlés conformément aux normes en vigueur. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement, inspectés visuellement toutes les semaines et sont remplacés après toute dégradation et à minima dans les fréquences définies par les normes en vigueur. Les flexibles sont équipés de dispositifs appropriés empêchant que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété ou prolongé avec le sol, et, dans le cas de la distribution nautique, qu'il ne puisse se trouver comprimé entre le bateau et la berge ou le ponton (interposition de pneus, bouées, etc.). Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.						
4.9.3	- présence d'un raccord cassant, d'un raccord déboîtable ou tout autre dispositif assurant le même niveau de sécurité, et d'un dispositif automatique qui, en cas de rupture, arrête le débit en amont et empêche la vidange à l'air libre du produit contenu en aval (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.9.3	- état et date de remplacement des flexibles (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.9.3	- non-frottement au sol de flexibles (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.9.3	- présence des rapports d'entretien.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.9.6	4.9.6. Prestations complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité. L'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution.						
4.9.6	- présence du dispositif d'arrêt d'urgence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

CONSTATS							
Rubrique 1414.3		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						
4.9.7	4.9.7. Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance sur site L'appareil de distribution est équipé : - d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil et permettant d'alerter instantanément la personne désignée par l'exploitant définie au point 3.) et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammables liquéfiés, assurant ainsi leur mise en sécurité ; - d'un système de détection de gaz installé de manière à pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. La détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à un seuil au plus égal à 25 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) entraîne automatiquement l'arrêt de la distribution et la mise en sécurité de l'installation. Cette disposition peut être remplacée par la disposition suivante: la détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à un seuil au plus égal à 20 % de la LIE, entraîne automatiquement une alarme retransmise à la personne désignée par l'exploitant définie au 3.1. La détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à un seuil au plus égal à 40 % de la LIE, entraîne automatiquement l'arrêt de la distribution et la mise en sécurité de l'installation. La mise en défaut du système de détection entraîne également la mise en sécurité de l'installation. - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée par l'exploitant définie au 3.1. Le déclenchement de ces dispositifs permet d'alerter instantanément la personne désignée par l'exploitant définie au point 3.) , de déclencher une alarme sonore et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammables liquéfiés assurant ainsi leur mise en sécurité. Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammables liquéfiés. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution, en un endroit accessible à la personne désignée par l'exploitant définie au 3.1 ainsi qu'à toute autre personne. Un écriteau en permet la localisation précise. Cette commande déclenche l'isolement du circuit de distribution et de la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage. La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque et de retour aux conditions normales d'exploitation par le responsable.						
4.9.7	- présence du dispositif d'arrêt d'urgence prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance du site	
4.9.7	- présence du système de détection de gaz prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance du site	
4.9.7	- présence du dispositif de communication (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance du site	
4.9.7	- présence et positionnement du dispositif de commande de fermeture manuelle prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance du site	
4.9.7	- présence de l'écriteau localisant précisément la commande du système de fermeture.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	absence d'exploitation en libre-service sans surveillance du site	
4.9.8	4.9.8. Contrôle des équipements de sécurité relatifs aux gaz inflammables liquéfiés Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois, pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets. Ces contrôles sont consignés dans un livret tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.						
4.9.8	- présence des rapports d'entretien.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES	
SYNTHESE DES NON CONFORMITES	
Rapport N° D5227112-2101 R002	
Non conformités constatées	
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre	
Non-conformités majeures constatées (au sens de l'arrêté ministériel contrôlé)	
N° NCM	Art. L'arrêté ministériel, objet du présent contrôle, définit les non-conformités majeures : oui n non o
1	2.7.2 bon fonctionnement du dispositif de coupure général non réalisé annuellement (dernier essai vérifié par M. VINCENT le 2
2	4.2 Absence d'alarme optique ou sonore sur l'ilot de distribution de GPL
N° ANC	Art. Autres non-conformités constatées

En cas de constat(s) de non-conformité majeure :

Date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité	21/08/2020	Date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire	23/05/2021
--	------------	--	------------

Prochain contrôle périodique :

Date limite pour le prochain contrôle périodique	14/05/2025
--	------------

CONTRÔLE COMPLÉMENTAIRE				
SYNTHESE DU CONTRÔLE COMPLÉMENTAIRE				
Rapport N° D5227112-2101 R002				
Non conformités constatées				
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre				
Non-conformités faisant l'objet du contrôle complémentaire				
N° NCM	Art.		Soldée	Maintenue
1	2.7.2	essai de bon fonctionnement du dispositif de coupure général non réalisé annuellement (dernier essai vérifié par M. VINCENT le 2/11/2017)	x	
2	4.2	Absence d'alarme optique ou sonore sur l'îlot de distribution de GPL	x	

Conclusion

L'ensemble des non conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 13/05/2020 sont levées.



ANNEXE

[illegible]

ANNEXE

DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT

Stations services BP – Contrôle périodique ICPE à déclaration - 2020

Class f rade	Nom du site	Retailer Company	Adresse	Code Postal	Ville	Date du dernier contrôle ICPE	GPL
DCO	BP VILLEURBANNE CHARMETTES	SAS LN BACH	47 COURS EMILE ZOIA	69100	VILLEURBANNE	2015	sans GPL
DCO	BP VILLEURBANNE TONKIN	EG SERVICES (FRANCE)	87-89 BD STALINGRAD	69100	VILLEURBANNE	2015	sans GPL
DCO	BP VILLEURBANNE THILLEUL	SAS LN BACH	72, COURS TOLSTOI	69100	VILLEURBANNE	2015	sans GPL
DCO	BP AIRE DE TOURS LA LONGUE VUE	EG SERVICES (FRANCE)	AUTOROUTE A10 AIRE DE LA BRUNELLERIE	37380	MONNAIE	2015	GPL
DCO	BP AIRE DE ST LEGER EST	EG SERVICES (FRANCE)	A10 AIRE CHARENTES EST	17800	ST LEGER	2015	sans GPL
DCO	BP ST LEGER OUEST	EG SERVICES (FRANCE)	AIRE DE SAINT LEGER OUEST AUTOROUTE A10	17800	ST LEGER	?	sans GPL
DCO	BP AIRE DES PORTES D'ANGERS SUD	EG SERVICES (FRANCE)	A 11 LES PORTES D'ANGERS SUD	49480	ST-SYLVAIN D'ANJOU	2015	GPL
DCO	BP AIRE DE GIBERVILLE SUD	EG SERVICES (FRANCE)	AUTOROUTE A13 AIRE DE GIBERVILLE SUD	14730	GIBERVILLE	2015	GPL
DCO	BP AIRE DE CHAUMONT SUR THARONNE	EG SERVICES (FRANCE)	AUTOROUTE A71	41600	LAMOTTE BEUVRON	2015	GPL
DCO	BP AIRE DES CHAMPS D'AMOUR	EG SERVICES (FRANCE)	A20 AIRE DES CHAMPS D' AMOUR	36150	MEUNET SUR VATAN	2015	GPL
DCO	BP DE CAEN-ROTS	EG SERVICES (FRANCE)	ROUTE NATIONALE 13	14980	ROTS	2015	GPL
DCO	BP AIRE DU JARDIN DES ARBRES	EG SERVICES (FRANCE)	AUTOROUTE A77, AIRE DU JARDIN DES ARBRES	45290	VARENNES CHANGY	2015	GPL
DCO	BP ARGENTEUIL J JAURES	SARL CNS	63 AV JEAN JAURES	95100	ARGENTEUIL	2015	sans GPL
DCO	BP ARGENTEUIL Q ST DENIS	SARL AMM	RN 311 QUAI ST DENIS	95100	ARGENTEUIL	2015	sans GPL
DCO	BP ATAINVILLE	EG SERVICES (FRANCE)	9, route départementale 104	95570	ATAINVILLE	2015	GPL
DCO	BP CERGY LHAUTIL	EG SERVICES (FRANCE)	ANGLE AV GROUETTES BLD L HAUTIL	95000	CERGY	2015	sans GPL
DCO	BP DEUIL LA BARRE	SARL MATISA	28 A 32 AV DE LA DIV LECLERC	95170	DEUIL LA BARRE	2015	sans GPL
DCO	BP DOMONT	EG SERVICES (FRANCE)	RN 1 BP4	95331	DOMONT CEDEX	2015	GPL
DCO	BP ERAGNY DIR ST GERMAIN	SARL TAFTE	RN184, B N° 46 - Dir St Germain en l'ave	95610	ERAGNY SUR OISE	2015	sans GPL
DCO	BP ERAGNY LES BELLEVUES	SARL BENTO	RN 184, BP 80295	95617	ERAGNY SUR OISE	2015	GPL
DCO	BP ERWONT	SARL AMM	168 RUE DU 18 JUIN	95120	ERWONT	2015	sans GPL
DCO	BP MERY-SUR-OISE	EG SERVICES (FRANCE)	LIEUDIT LES 4 CHEMINS RN1	95540	MERY SUR OISE	2015	sans GPL

EG Retail (France) SAS
SAS au capital de 171 940 000 €
Immeuble Le Cervier B
12 Avenue des Béguines
Cergy Saint-Christophe
95806 CERGY PONTOISE CEDEX
439 793 811 RCS Pontoise

15/05/20
15/05/20

